

Déclaration de solidarité

Liberté pour Hamza Haddi et Mohamed Haddar

L'union européenne doit cesser les incarcérations arbitraires de réfugié.e.s et de migrant.e.s

Nous exprimons notre solidarité envers Hamza Haddi et Mohamed Haddar, qui sont actuellement en détention provisoire à Komotini (en Grèce). Ces derniers sont accusés à tort d'être des passeurs illégaux et, à ce titre, risquent une peine de prison de longue durée.

Hamza Haddi et Mohamed Haddar, tous deux citoyens marocains, ont fui leur pays à la recherche de sécurité et de meilleures conditions de vie. Hamza Haddi, militant politique dans son pays, espérait obtenir le statut de réfugié politique en Europe. Au Maroc, il risque des poursuites judiciaires liées à son engagement avec [l'Association Marocaine Des Droits Humains \(AMDH\)](#), et à son implication dans le printemps arabe. Il a déjà été incarcéré trois fois. Sa famille et lui-même sont constamment pris pour cible et intimidés par les autorités marocaines. Hamza est un réfugié politique.

La fermeture progressive des frontières extérieures de l'Europe et l'impossibilité pour les réfugié.e.s d'entrer légalement sur le territoire européen et d'y demander l'asile, les a poussés à risquer leurs vies en naviguant sur une embarcation de fortune. Hamza, et son frère Yacine avec qui il a fui du Maroc, ont rencontré Reda et Mohamed en Turquie. Ils y ont passé quelques jours avant d'essayer de traverser la rivière Evros séparant la Turquie et la Grèce en juillet 2019.

Une fois tous les quatre en Grèce, ils se sont fait arrêter par la police frontalière grecque. Ce n'est pas tout. Hamza Haddi et Mohamed Haddar se sont aussi vus accusés de, et seront comparus pour, « trafic » de deux personnes – l'une d'entre elles étant Yassine, le frère d'Hamza!

Les accusations portées à l'égard d'Hamza et Mohamed sont clairement non-fondées. Ce sont des réfugiés, pas des passeurs.

Leur compagnon Reda a été poussé à la signature d'un témoignage qui est aujourd'hui utilisé pour appuyer les accusations de trafic. Pourtant, Reda ne sait ni lire ni écrire le grec et a confirmé a posteriori que le document écrit ne correspondait pas à son témoignage.

Depuis juillet 2019, Hamza et Mohamed sont incarcérés en détention provisoire en Grèce et risquent une peine de plus de dix ans chacun sur la base d'un témoignage obtenu sous pression et sans interprète.

Nous demandons leurs libérations immédiates !

Hélas, le cas d'Hamza et Mohamed n'est pas isolé, mais plutôt symptomatique d'un des aspects de la politique Européenne de fermeture des frontières et de dissuasion. Alors que mouvements pro-européens dits « défenseurs des droits humains », tels que Carola Rackete ou iuventa10, ont récemment reçu beaucoup d'attention et de soutien après être devenu la cible d'une criminalisation croissante, il n'y a presque aucune information ou forme de soutien pour ceux sans passeports européens qui font face à des accusations similaires. Pourtant ce sont ces personnes qui constituent la majorité de ceux arrêté.e.s et emprisonné.e.s à tort pour « trafic » et « aide à l'immigration clandestine » en Italie et en Grèce. Arrêté.e.s immédiatement à leur arrivée, beaucoup d'entre eux disparaissent sans qu'on sache où ils se trouvent et sans accès à aucune forme de soutien extérieur.

La base de ces accusations est une loi grecque considérant comme « trafiquant » toute personne ayant conduit un véhicule passant une frontière grecque-entrant en Grèce sans les documents requis.

Les arrestations et les procès sont arbitraires. Les officiers de police peuvent arrêter à titre de passeur tant la personne au gouvernail du bateau, que celle communiquant avec les gardes côtiers pour appeler à l'aide, ou simplement quelqu'un parlant anglais. En Grèce, [la durée moyenne d'un procès est de trente minutes, et les sanctions, en](#)

[moyenne, sont 44 ans d'emprisonnement et de 370 000 euros d'amende](#). Les suspect.e.s ont généralement un accès limité à une aide juridique, la plupart d'entre eux n'ont accès qu'à un avocat commis d'office. Des observateurs ont dénoncé « un manque choquant de deep processing », rapportant comme les jugements sont le plus souvent prononcés en dépit du manque de preuve et de l'absence d'une traduction de qualité.

Cette déclaration vise à exprimer notre solidarité avec Hamza Haddi et Mohamed Haddar, ainsi qu'avec l'ensemble de ceux criminalisé.e.s et privé.e.s de leurs droits fondamentaux dans le cadre du combat engagé par l'Union Européenne contre les trafiquants. Nous appelons toutes et tous à condamner cette application arbitraire des législations anti-traffiquant contre les personnes en déplacement. Nous dénonçons l'exploitation des situations de vulnérabilité propres aux demandeurs d'asiles par les États membres de l'Union Européennes, les laissant sans moyens véritables de défense.

Ensembles, avec le comité de soutien à Hamza Haddi et Mohamed Haddar, nous demandons :

- **La libération immédiate de Hamza Haddi et Mohamed Haddar.**
- **Que les charges à leur égard soient abandonnés, et leur innocence reconnue.**
- **Que la demande d'asile d'Hamza soit acceptée, et que l'asile lui soit accordé.**
- **La régularisation des situations d'Hamza et Mohamed, ainsi que le droit au mouvement pour tout.e.s.**

Nous demandons encore :

- **La liberté pour celles et ceux dans des situations similaires, emprisonné.e.s dans les prisons grecques et italiennes parce qu'ils sont à la recherche d'une vie meilleure.**
- **La transformation des législations grecques et italiennes, et donc le retrait des bases légales permettant ces arrestations et sentences arbitraires.**

- ADIF Associazione diritti e frontiere, Fulvio Vassallo Paleologo, Italy
- Adopt a Revolution
- Alarm Phone Watch the Med
- Prof. Dr. Annita Kalpaka, University Hamburg
- Antina Plath, Initiative Schwarze Menschen in Deutschland, Germany
- ARCI Porco Rosso, Palermo
- Prof. Dr. Astride Velho, Germany
- borderline-europe e.V., Germany
- Borderline Sicilia Onlus, Italy
- Carola Rackete
- Centre for Peace Studies, Zagreb
- Clandestina Thessaloniki, Greece
- Christian Peace Maker Team Lesvos, Greece
- Délinquants solidaires, France
- Demokratische Juristinnen und Juristen e.V., Germany
- Deportation Monitoring Aegean, Greece
- Esc-Infomigrante, Rome
- European Civic Forum, Switzerland
- European Democratic Lawyers - Avocats Européens Démocrates
- Harald Bauder, Ph.D., Ryerson University Canada
- Il Comitato di Base No Muos di Palermo, Italy

- Institute of Race Relations, Anya Edmond-Pettitt, United Kingdom
- iuventa10
- Judith Gleitze, borderline-europe, Palermo
- Kontakt- und Beratungsstelle für Flüchtlinge und Migrant*innen e.V., Germany
- La FASTI, Fédération des associations de solidarité avec tou-te-s les immigré-e-s, France
- L'Association Marocaine Des Droits Humains, Morocco
- Loubna Messaoudi, CEO Founder BIWOC* Rising, Berlin
- Marie Amoyi, Initiative Schwarze Menschen in Deutschland, Germany
- Migreurop, Observatoire des frontières, France
- mediale pfade, Germany
- Mobile Info Team, Greece
- Münchner Flüchtlingsrat, Germany
- Observatory of Solidarity, Milan
- Refugee Law Clinic Berlin, Germany
- Republikanischer Anwältinnen- und Anwälteverein, Germany
- Rete Antirazzista Catanese, Italy
- Sea-Watch, Germany
- Seán Binder
- Seebrücke, Germany
- Solidarité sans frontières, Switzerland
- Solidarity Watch, Belgium
- Statewatch, United Kingdom
- TPC Maison Solidaire, France
- You Can't Evict Solidarity, Germany

- ➔ Venez au procès d'Hamza et Mohamed le 4 février 2020 à Komitni (Grèce)!
- ➔ Faites un don pour leur défense juridique: <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/94duqw1k>

Pour plus d'information:

- Comité de soutien à Hamza Haddi et Mohamed Haddar: <http://www.freehamzamohamed.com/>

- Deportation Monitoring Aegean: "The war against smuggling - incarcerating the marginalized": <https://dm-aegean.bordermonitoring.eu/2019/07/15/the-war-against-smuggling-incarcerating-the-marginalized/>